

Le patron des Impôts prêt au dialogue mais...

IMPÔTS Philippe Parini a du mal à convaincre les fonctionnaires de la nouvelle DGFIP

JEAN-PAUL VIGNEAUD

jp.vigneaud@sudouest.com

Si les employés des services des impôts peuvent reprocher à Philippe Parini, le directeur général de la direction générale des finances publiques (DGFIP) un savoir-faire évident pour contourner les questions délicates, ils ne peuvent en aucun cas lui reprocher son manque de contact. Il ne craint pas. Il l'a démontré hier en Gironde en n'hésitant pas à aller, de son plein gré, au-devant de manifestants, serrant la main de chacun et acceptant, au pied levé, un échange de points de vue.

Le grand patron de la DGFIP, la toute nouvelle direction qui chapeaute depuis avril 2008 la direction générale des impôts (DGI) et la direction générale de la comptabilité publique (DGCP) était hier au Pin Gallant à Mérignac pour présider le bilan régional de la réflexion engagée pour l'élaboration du document d'orientations stratégiques (DOS) pour les années à venir.

Un comité d'accueil

650 cadres et agents d'Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin étaient invités à cette occasion à présenter leurs conclusions à leur « patron ». À l'heure toutefois où les rapporteurs des commissions prenaient place, 150 autres fonctionnaires faisaient le pied de grue devant l'entrée. Avec drapeaux, banderoles et 60 figurines de couleurs. 60 silhouettes car 60 suppressions d'emplois programmées cette année en Gironde.

Dans le département, 170 emplois ont déjà été supprimés côté impôts,



Philippe Parini face aux représentants syndicaux (Snui Sud, CGT trésor, FO et CFDT). PHOTO S. LARTIGUE

160 côté trésorerie. Une hécatombe que refusent les syndicats de fonctionnaires. Force ouvrière, la CGT, l'union SNUI Sud et la CFDT étaient au coude à coude hier pour l'exprimer avec une pétition portant la signature de 1 500 fonctionnaires mécontents.

Les manifestants pensaient avoir du mal à remettre ces signatures à leur directeur général. Surprise. Avant même d'être sollicité, Philippe Parini est allé à leur rencontre.

« Les ateliers que nous avons ouverts étaient faits pour que chacun puisse donner son avis. Une audience syndicale est même prévue ce début d'après-midi pour poursuivre le dialogue », a cru bon préciser, en préalable, le directeur général.

Suffisant pour mettre le feu au milieu des banderoles : « Vos ateliers, votre réflexion, ce n'est que de la poudre aux yeux, un simulacre de dialogue. »

Pas d'accord

Autant de réponses, autant de huées et protestations, les manifestations ne partageant à aucun moment l'avis de leur patron.

Les suppressions d'emplois ne permettent plus de travailler dans de bonnes conditions ? « Je ne vais pas les nier [...] mais je vous donne les possibilités d'exercer pleinement vos missions en augmentant de façon notable vos moyens informatiques. ». La fermeture des trésoreries ? « Nous ne fermons que les

toutes petites trésoreries, des lieux où travaillent une à deux personnes et où plus aucun volontaire ne veut aller. » La réduction des effectifs conduirait déjà à la suppression de certains contrôles fiscaux ? « Faux ! Les effectifs chargés des contrôles fiscaux ne sont pas touchés et le travail à faire est réalisé. » Le paiement au mérite ? « Aucune prime au mérite chez nous et il n'y en aura pas ! »

Bref, Philippe Parini n'a vraiment pas réussi à convaincre. Aussi, à l'heure du vrai dialogue syndical prévu en début d'après-midi, y avait-il de très nombreuses chaises vides, les syndicats ne voulant pas poursuivre le débat. « Si c'est pour réentendre ce qu'il nous a dit ce matin, ce n'est pas la peine ! »